

Les USA ruinés par l'Ukraine : Biden va-t-il faire la manche ?

écrit par Christian Navis | 26 mai 2023





Papy Gaga Robinette a commis deux erreurs majeures qui pourraient précipiter la faillite des USA. D'abord, à force de porter à bouts de bras l'Ukraine insatiable et corrompue, les États-Unis sont sur le point d'être déclarés par le FMI en état de cessation de paiements.

Ensuite, une coalition de pays émergents, lassés des menaces, des pressions et des sanctions de Washington, et qui veulent commercer librement avec la Russie et la Chine, entre autres « pestiférés », ont décidé purement et simplement de se passer du dollar.

Au premier juin, les caisses seront vides

Le plafond de la dette, supérieur à 31 000 milliards de dollars, un record mondial, a été atteint il y a quelques mois. Depuis, le gouvernement fédéral a géré la situation par des artifices comptables, façon vases communicants. Mais ces compensations provisoires ne sont que des pis-aller...

Et le nabot mal rasé de Kiev continue d'exiger toujours plus

d'armes, de munitions et de pognon, en promettant de mettre bientôt la Russie à genoux... Et le Papy gaga, qui a oublié que la guerre froide est finie, croit combattre l'URSS.

La secrétaire au Trésor Janet Yellen a rappelé qu'il était très probable que les États-Unis se retrouvent à court d'argent public après le 1er juin.

Pour lever le risque d'une banqueroute, le Congrès, Sénat démocrate et Chambre républicaine pourraient décider de relever le plafond maximal d'endettement public autorisé. Mais jusqu'à quel niveau ? La situation n'est pas brillante. Et actionner la planche à billets dans ce contexte, peut conduire à la catastrophe.

Le président des USA a tenté d'amadouer Kevin McCarthy, président républicain de la Chambre des Représentants. Mission délicate, car les deux hommes se détestent pour toutes sortes de raisons autant politiques que personnelles. Il y a des limites au patriotisme quand il est instrumentalisé pour vous rouler dans la farine. Et donc McCarthy serait un imbécile d'aider le sénile.

Car si les finances publiques plongent, adieu les espoirs de réélection du gaga. D'autant que, cette fois, les Républicains échaudés par la fraude massive de 2020 sont décidés à multiplier les scrutateurs, et à placer des caméras partout. Pas de cadeaux à l'adversaire !

Tandis que le gâteux escaladait le sommet du G7 au Japon, promettant au Zygomyr un nouvel afflux de milliards à fonds perdus, l'imbroglie politico-budgétaire à Washington a atteint la zone critique. Là où tout peut s'effondrer à n'importe quel moment.

Les Républicains conditionnent leur accord à une forte réduction des dépenses publiques. Or Biden, qui fait campagne pour sa réélection en 2024 sur des promesses de cadeaux financiers aux fainéants, aux incapables, aux minorités

agressives et aux parasites de tout poil, s'y oppose. Considérant, comme Macronescu, qu'on peut régler tous les problèmes en s'attaquant aux niches fiscales.

Quand il n'y a plus de sous, on peut encore fabriquer de la monnaie de singe

En cas de défaut de paiement, les USA ne seraient plus en mesure de rembourser les porteurs de bons du Trésor US, le placement roi de la finance mondiale, provoquant une panique sans nom. Comparable à celle de 1929. Faillites en cascades, chômage exponentiel, effondrement des échanges, fermetures des marchés, troubles sociaux, guérillas ethniques. Les seuls à s'en tirer plus ou moins bien seraient les banksters. Mais que faire de tout leur pognon réduit à sa valeur nominale, dans une économie ruinée et en panne ?

Dans ce contexte, le gouvernement ne pourrait plus payer de nombreux salaires de fonctionnaires, dont ceux des flics fédéraux qui se montreraient moins vaillants à tabasser les trublions... Sans parler des retraites des anciens combattants. Qui seraient moins motivés pour intervenir en tant que milices citoyennes quand ça barde quelque part.

On peut toujours faire fonctionner la planche à billets comme en Europe, mais la monnaie papier étant par définition fiduciaire, si personne n'a plus confiance dans sa valeur, elle vaut moins que du PQ.

Évidemment, les conséquences pour l'économie mondiale seraient catastrophiques. Et bien avant l'effondrement final, ceux qui peuvent échapper aux conséquences de la banqueroute prendront la tangente. Ils préparent déjà des solutions de remplacement.

Les démocrates préparent-ils un coup d'éclat ou un coup d'État ?

Kevin McCarthy n'est pas trop enclin à se déballonner. D'autant qu'il doit son poste à des élus radicaux qui

l'invitent, comme Trump, à ne pas plier. Mais les Ricains ont plus fort que le 49.3. L'aile gauche du parti démocrate pousse Robinette à passer en force en invoquant le 14^e amendement de la Constitution, qui interdit de remettre en question la solvabilité de ce qui fut la première puissance mondiale.

Dans ce cas, le gouvernement émettrait de nouveaux emprunts, comme si le plafond de la dette n'existait pas. Cette stratégie de fuite en avant, s'apparentant à une pyramide de Ponzi, est toutefois lourde de dangers.

Dangers juridiques, dans la mesure où ils ont affaire à une Cour suprême à majorité conservatrice qui pourrait censurer le gouvernement et annuler la manipulation. Et dangers économiques, en cas de subterfuges permettant de faire passer ces mesures en jouant sur la multiplication des intervenants financiers... Conduisant à une perte de confiance générale, quand tous les pigeons demanderont à être remboursés en même temps.

Le BRICS propose de changer les règles du jeu et de se passer du dollar

De nombreux pays en ont ras-le-bol du droit exorbitant que se sont arrogés les Ricains de contrôler leurs échanges internationaux, même s'ils ne passent pas par les USA, et de les racketter à coups d'amendes colossales s'ils ne se soumettent pas aux injonctions des mafieux de Washington. Lesquels n'ont pas attendu les bisbilles avec la Russie pour confisquer les avoirs et les biens, et pirater les navires et les avions des récalcitrants. Aux USA. Mais aussi chez les limaces qui leur obéissent servilement, comme la France et l'Eurocrature.

La réponse semble couler de source : en finir avec la tyrannie du dollar. La possibilité d'introduire une nouvelle monnaie internationale sera discutée lors du sommet du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) en août 2023, en Afrique

du Sud, pays hôte du sommet. Très remonté contre l'ingérence des USA dans ses relations commerciales avec la Russie.

La question d'une monnaie unique en remplacement du dollar devient pertinente pour les BRICS bien décidés à échapper à la tutelle des USA. Dans cette perspective, d'autres pays comme l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Iran, l'Algérie, Bahreïn et les Émirats arabes unis ont demandé à leur tour à adhérer aux BRICS. Les rats sont prêts à quitter le navire en perdition. Mauvais signe pour les Yankees.

Pour tous ces pays, la référence au dollar pour l'ensemble de leurs échanges devient un handicap difficilement tolérable du fait du durcissement de la politique de sanctions des USA à l'encontre des deux « stars » du BRICS, la Russie et la Chine. Partenaires de première importance pour les non-alignés, qui refusent de se passer de leurs matières premières abordables et de leur technologie avancée, pour satisfaire les lubies d'un vieillard cacochyme.

Aujourd'hui, des sanctions arbitraires et injustes menacent non seulement les entreprises et les pays qui continuent à commercer avec la Russie. Mais aussi ceux qui ont décidé de coopérer avec la Chine dans le domaine des technologies de pointe, comprenant les processeurs performants, les chaînes pour la fabrication de puces et de mémoires informatiques, et les communications mobiles et satellitaires.

L'inclusion de l'Iran dans les BRICS serait un coup de pied au cul donné aux impérialistes qui prétendent diriger la planète et s'immiscer chez ceux qu'ils considèrent comme leurs vassaux. Par la force, l'intimidation, la menace ou le chantage comme ils l'ont toujours fait. Mais si leur monnaie de singe ne vaut plus grand-chose, on pourra rebattre les cartes.

On n'est pas obligés d'approuver les ayatollahs, ni d'admirer le crédit social mis en place par la Chine, mais comme on dit

aux USA : « Business is business ». Si une affaire est rentable, on ne va pas y renoncer pour faire plaisir à la concurrence. Et si on craint des mesures de rétorsion, on anticipe des riposte adéquates. Par la ruse comme jusqu'à présent. En s'opposant de front, demain peut-être...

Le Brésil et l'Afrique du Sud sont les plus ardents avocats d'une monnaie de remplacement

L'économie brésilienne est trop liée au dollar, et si la monnaie de référence plonge, le réal s'effondre. Or l'augmentation des dépenses des États-Unis pour servir leurs emprunts et faire face à un déficit croissant de leur budget poussent Washington à accumuler des liquidités en dollars sur les marchés financiers extérieurs. Ces capitaux figés au lieu d'être investis sont gelés pour la croissance, et on peut craindre que les économies latino-américaines subissent à court ou très moyen terme une fuite des investisseurs.

Les investissements chinois pourraient les remplacer, ce qui donne des sueurs froides aux crânes d'œuf de la Maison Blanche et de Wall Street. Lesquels ont conscience que l'aggravation des relations sino-américaines pourrait inciter la Chine à développer une coopération économique plus dynamique avec ses autres partenaires. Puisqu'elle n'aurait plus aucune contrepartie à attendre des USA. Qu'elle dispose de réserves financières importantes. Et d'une puissance militaire qui la met à l'abri de tous les chantages.

D'autant plus qu'aujourd'hui, la Chine est considérée par de très nombreux pays en développement comme un partenaire fiable. Coriace dans les négociations certes, mais qui tient ensuite ses engagements. À la différence des Ricains, des voyous qui peuvent se renier à tout moment, et vous tirer dans le dos façon Far West, tant qu'ils se croient les plus forts.

En luttant pour leur souveraineté face à la dictature du dollar US, le Brésil et les autres pays du BRICS ne prétendent

pas remplacer cette monnaie par le yuan. Du moins pas dans un premier temps. Le Brésil a ses propres ambitions pour créer une zone monétaire élargie en Amérique latine. Tandis que l'Inde, l'Afrique du Sud et les pays arabes nourrissent des projets semblables dans leur zone d'influence respective.

Mais dans le monde multipolaire qui se profile, on peut envisager des fusées à deux étages : le premier regroupant des pays adoptant un instrument d'échange régional commun. Avec des règles de droit favorisant leurs partenaires privilégiés. Et un second étage créant des passerelles vers une monnaie mondiale plus forte que le dollar en déconfiture, et appelée à le concurrencer. Sinon à le remplacer.

Christian Navis

<https://climatorealist.blogspot.com/>

<https://ripostelaique.com/les-usa-ruines-par-lukraine-biden-va-t-il-faire-la-manche.html>